

Juin 2013



100^{ème} Année

N° d'agrément P 801338

BELGIQUE - BELGIE
P.P.
1030 BRUXELLES 3
1/3392

Bureau postal de dépôt
1030 Bruxelles 3

4 Millions 7

PÉRIODIQUE MENSUEL D'ÉTUDES ET D' ACTIONS DE LA LIGUE WALLONNE DE LA RÉGION DE BRUXELLES, ATTACHÉ À LA DIFFUSION DE LA CULTURE FRANÇAISE ET À LA PROMOTION DE LA COMMUNAUTÉ WALLONIE-BRUXELLES

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

« Bonnes vacances ! » Il me semble vous avoir écrit cela il y a trois mois. Pourtant, c'était il y a un an, jour pour jour. Le temps qui trotte gentiment s'est emballé et va bon train. Les mois semblent des semaines et les années s'amenuisent. Comme une bonne partie d'entre vous, chers lecteurs, il y a belle lurette que je n'attends plus, le cœur battant, ni bulletin, ni délibération, ni diplôme, portails magiques ouvrant sur deux mois de liberté. La perception du temps, on le sait, est subjective ; l'entassement des années nous les fait trouver insignifiantes et brèves.

Les vacances pourraient être le moment idéal pour passer le mors aux chevaux du temps. Enfouir l'agenda au fond d'un tiroir et, comme chante Anne Sylvestre, « *mettre un peu de flou dans son emploi du temps* ». Fermer les yeux aux innombrables affichages de l'heure dans la maison ou dans la ville ; lâcher un peu la bride à l'ordinateur et s'inventer des recettes de lenteur et de douceur.

Se plonger dans un livre inusable et inépuisable : la *Bible*, les *Essais* de Montaigne, le code civil ou le dictionnaire Robert. À l'instar de Montaigne, « *feuilleter à cette heure un livre, à cette heure un autre, sans ordre et sans dessein, à pièces décousues* ». Aller sans plan à travers ses lectures, revenir en arrière, relire dix fois le même passage, sauter vingt pages, noter quelque phrase en vue d'une méditation ultérieure...

S'atteler au grand projet de classer la grande boîte de cartes postales entassées depuis des années ; céder au plaisir de revisiter les jolis sites qu'elles représentent ; compter les milliers de bisous déposés par des voyageurs bien aimés ; hésiter longuement : les classer par pays, par thème, par expéditeur ? Décider de ne pas décider, se laisser prendre au charme de la nostalgie, verser une larme dans la poussière du papier et refourrer le tout pêle-mêle dans la grande boîte.

Investir sa cuisine dans un rêve étoilé ; orchestrer un grand branle-bas de casseroles, se voir lauréat d'un grand concours de cuisine télévisé. Inventorier les épices qui somnoient au fond d'une armoire, ébaucher des festins dans une débauche de livres de cuisine ; constater l'absence d'un des ingrédients principaux... téléphoner au petit restaurant du coin pour réserver une table.

S'asseoir sur un banc de square, regarder simplement les gens, écouter le foisonnement des langues parlées ; frémir de plaisir au surgissement d'une phrase en français pimentée d'une pointe d'accent polonais, arabe, turc ou espagnol. S'interroger sur les langues et les accents qu'on ne devine pas. Voir les ombres s'allonger sur le sol et sentir l'air fraîchir. Rentrer chez soi en disant « *je n'ai rien fait aujourd'hui* » et se laisser consoler par Montaigne : « *Quoi, n'avez-vous pas vécu ? C'est non seulement la fondamentale mais la plus illustre de nos occupations* ».

Classer les vieux « 4 millions 7 », puisqu'on en sera privé pendant deux mois. Refaire les chemins du combat que nous menons, prendre la mesure de nos engagements, de nos redites voire de nos erreurs. Penser à ceux qui sont partis avant nous et à l'héritage qu'ils nous ont laissé, se promettre de reprendre le combat où ils ont dû l'abandonner ; s'inscrire dans la lignée, prendre conscience de ce qui nous relie, malgré les différences, à tous ceux qui sont animés du même idéal que le nôtre ; envisager l'avenir, y croire, faire confiance à ceux qui nous suivront...

Mais d'abord... juste un peu de repos, de soleil, de silence et de fantaisie.

Bonnes vacances !

Marie-Claire DALOZE-WILLIQUET
16 Juin 2013

Le Wallon vigilant a toujours considéré qu'il ne fallait jamais sous-estimer certaines méthodes insidieuses utilisées par les Flamands. Ceux-ci ont, en effet, presque toujours une idée derrière la tête.

Il se réjouit donc d'un contact qu'il a eu avec une fonctionnaire d'une administration fédérale qui s'est insurgée auprès de sa hiérarchie du fait que Sodexho avait remis à la totalité de ses collègues une carte électronique pour les chèques repas rédigée dans la seule langue de Vondel.

Quelle pourrait être l'arrière-pensée des auteurs de cette carte en néerlandais, nous direz-vous ? L'utilisation dans cette seule langue permet donc de falsifier les statistiques du nombre d'affiliés francophones et flamands. Celles-ci pourront être utilisées par cette société pour dénigrer le faible nombre de travailleurs francophones bénéficiant de ses services et de recruter ainsi davantage de Flamands.

Une telle vigilance s'impose à tous les niveaux. Si vous déposez, par exemple, vos bagages à la consigne d'une gare, veillez à ce que le ticket remis par l'employé soit bien rédigé en français. N'oubliez jamais que les cadres linguistiques du personnel sont arrêtés en fonction du volume des affaires traitées. Alors, à bon entendeur...

Le Wallon vigilant

POLITIQUE

LE NOUVEAU STADE DU HEYSEL : UNE TRÈS MAUVAISE DÉCISION !

Le citoyen a pris connaissance de la décision du gouvernement bruxellois – réuni à Ostende! – de construire un nouveau stade de football sur le site du parking C du Heysel, sur le territoire de la commune de Grimbergen, en Région flamande.

Tout d’abord, interrogeons-nous sur l’utilité d’une telle installation ; en effet, le stade actuel du Heysel, reconstruit dans les années ’90, suffit amplement pour les manifestations belges et permet également d’organiser les épreuves d’athlétisme ⁽¹⁾ ; sa destruction projetée constitue d’ailleurs un véritable gaspillage. C’est donc essentiellement pour se conformer aux vœux de la FIFA et donc pour accueillir quelques manifestations internationales (tout au plus une dizaine par année) que ce nouveau stade est construit. Déjà sur ce point, l’investissement paraît disproportionné.

On nous rebat les oreilles avec les retombées économiques attendues de ce méga-projet, mais qu’en est-il ?

La plupart des projets pharaoniques des dernières années – en Espagne, en Grèce – ont été exécutés pour satisfaire aux exigences démesurées du sport international et n’ont pas atteint leurs objectifs économiques ; mieux, ils se sont révélés de véritables gouffres mettant en péril les finances publiques des États concernés. On peut dès lors s’interroger sérieusement si la Région bruxelloise – confrontée à des défis énormes en matière d’éducation, de logement et d’infrastructures, et structurellement sous-financée – doit consacrer son temps, ses maigres moyens budgétaires et son énergie à un tel projet.

Par ailleurs, les retombées tant vantées sont souvent des miroirs aux alouettes et les recettes sont largement confisquées par les opérateurs étrangers à la Région bruxelloise qui auront la chance ou le privilège de travailler sur le site. De toute manière, aucune étude n’a été faite sur ce point et il serait opportun d’analyser le problème des retombées économiques effectives pour la Région et ses habitants.

Ensuite, interrogeons-nous sur les nuisances produites par un pareil stade qui sera construit en bordure du ring. Il est vraisemblable que les manifestations qui y seront organisées vont provoquer d’énormes embouteillages qui vont saturer le ring et les quartiers résidentiels environnants. Par ailleurs, il faudra nécessairement trouver une solution pour transporter les spectateurs de la station de métro du Heysel vers le nouveau stade, ce qui implique évidemment de nouveaux frais. Enfin, l’embouteillage annoncé du ring ne fera que renforcer la demande flamande pour son élargissement, ce qui constitue un non-sens écologique pour Bruxelles, qui devra en plus sacrifier une partie du bois du Laerbeek (sur le territoire de la commune de Jette) qui constitue un poumon vert important du nord de Bruxelles ⁽²⁾.

Bref, ce nouveau stade contraindra la Région bruxelloise à faire d’énormes concessions dans des dossiers particulièrement sensibles qui intéressent directement la vie des Bruxellois. On peut s’étonner d’ailleurs que les ministres ECOLO du gouvernement n’en aient guère perçu les implications.

Enfin, interrogeons-nous évidemment sur l’implantation même du stade, sur la commune de Grimbergen, en Région flamande. Il ne faut pas être grand clerc pour prédire qu’il n’y aura aucun accommodement linguistique et que le stade sera soumis à l’unilinguisme de la Région flamande. Le français y sera donc proscrit au profit du néerlandais dans les relations sociales et de l’anglais dans la communication.

Certains rétorquent que la Région flamande adoptera une position de tolérance. Cela ne paraît pas vraisemblable puisque la Région flamande n’a jamais adopté une position de tolérance sur ce sujet : le traitement qu’elle a réservé au Jardin botanique de Meise, à deux encablures de l’emplacement du nouveau stade, en est l’illustration mesquine et scandaleuse.

Ce stade financé partiellement par la Région bruxelloise, sur un terrain

appartenant à la ville de Bruxelles, deviendra donc un stade belgo-flamand. Le refinancement de Bruxelles tant attendu retourne donc au nord du pays pour un projet mal défini et finalement peu utile. Remarquons aussi que les taxes locales qui seront perçues sur le lieu d’implantation du stade tomberont inmanquablement dans les caisses flamandes et que la Région bruxelloise ne percevra donc rien.

La décision du gouvernement bruxellois est donc incompréhensible et fait fi des intérêts des habitants de la Région. Le citoyen bruxellois s’étonne que les ministres aient pris cette décision sans précaution et sans prendre en compte les paramètres économiques, financiers, environnementaux et de mobilité. D’ores et déjà, ce dossier est mal engagé et causera à la Région bruxelloise et à ses habitants des dommages irréversibles ⁽³⁾.

Enfin, il paraît assez naïf de prendre une telle décision, impliquant des accords préalables et rigoureux avec la Région flamande, juste avant les élections de 2014 qui risquent de modifier tous les paramètres de la négociation ou de la rendre impossible.

Michel LEGRAND

(1) Il paraît déjà acquis que le stade du Heysel sera dès lors maintenu jusqu’en 2020 ou 2022 ; après, les épreuves d’athlétisme devront être organisées dans un autre endroit non déterminé ; cette nouvelle installation risque ou de coûter très cher ou de se révéler insuffisante pour accueillir une épreuve unique de renommée internationale telle que le Mémorial VAN DAMME.

(2) Cela paraît déjà le cas puisque la Région flamande a annoncé qu’il faudrait négocier, en clair faire des concessions ; celles-ci concerneront inmanquablement l’élargissement du ring et les obligations linguistiques.

(3) Le nouveau ministre-président de la Région bruxelloise a déclaré que si la Belgique voulait être prête pour 2020, la construction du stade sur le parking C était la seule possibilité ; bref, pour satisfaire à l’organisation de la coupe du monde dans le cadre du BENELUX, on est prêt à prendre les pires décisions sur les plans économique, financier et institutionnel.

POLITIQUE

L'ENSEIGNEMENT BILINGUE À BRUXELLES

MONSIEUR VERVOORT, CE N'EST PAS CELA QUE LES BRUXELLOIS ATTENDENT DE VOUS !

Les premières déclarations de Rudi Vervoort, en sa qualité de nouveau Ministre-Président de la Région bruxelloise, furent réservées à la nécessité de généraliser ... l'enseignement bilingue à Bruxelles. Propos d'autant plus étonnants que la compétence de l'enseignement relève exclusivement des Communautés et que celles-ci, n'en déplaise à certains, ne sont en rien soumises à la volonté des pouvoirs régionaux. Même si Bruxelles reste confrontée à un taux de chômage élevé et endémique, nombreux furent les Bruxellois déçus par un tel manque d'inspiration.

Faut-il rappeler au Ministre-Président que la première tâche de l'enseignement n'est pas de former de futurs salariés. Si c'était le cas, on pourrait demander à Inbev, Toyota ou Tonton Tapis d'ouvrir et de financer des écoles. Ainsi que l'écrivait déjà Nicolas Boileau au 17^{ème} siècle : « Avant donc que d'écrire, apprenez à penser ! ». Ce qui était vrai il y a quelques siècles l'est toujours aujourd'hui.

Il serait utile de demander à monsieur Vervoort d'analyser les chiffres du chômage avant de déclarer tout et n'importe quoi. Ceux-ci ne concernent que très marginalement les jeunes universitaires et anciens élèves issus des hautes écoles. Les bataillons de chômeurs sont composés essentiellement de jeunes sans diplôme et sans qualifications et c'est d'eux que les pouvoirs publics doivent s'occuper. Bien sûr qu'ils ne sont pas bilingues mais savent-ils lire et écrire convenablement dans une seule langue ? Tous ceux qui ont étudié la question savent que le problème se situe à ce niveau. L'absence des connaissances de base est liée au phénomène du décrochage scolaire. L'enseignement bilingue rendra-t-il ce type de jeune plus assidu dans sa fréquentation scolaire ? On assistera tout simplement au phénomène inverse.

Nombreux sont les jeunes à Bruxelles souffrant d'un profond déracinement culturel générant un mal-être. Pour simplifier, ils ne sentent plus de chez eux et pas encore de chez nous. Un malaise aussi grave ne favorise de toute évidence pas les performances scolaires. La culture

bruxelloise n'existant pas ou plus, leurs racines ne peuvent être retrouvées dans le cadre d'un Bruxelles bruxellisant mais dans celui d'une Francophonie plurielle, ouverte sur le monde. Ce n'est pas un enseignement bilingue avec des cours donnés par des professeurs en provenance d'Harelbeke ou d'Erembodegem qui favorisera leur intégration.

Si l'enseignement doit structurer la pensée et former à la citoyenneté, rien n'empêche les écoles de permettre des stages en entreprise en vue de qualifier et de motiver davantage les élèves. De nombreux demandeurs d'emploi, inscrits à Actiris, ne possèdent pas les qualifications qui leur sont attribuées. La répétition d'issues négatives d'entretiens d'embauche disqualifie l'organisme de placement par rapport aux employeurs et démotive ces jeunes dans leur insertion professionnelle. Une réduction significative du nombre de demandeurs d'emploi est donc conditionnée par une restructuration en profondeur tant de la structure que des méthodes de travail d'Actiris.

Tous les socialistes ne se sont pas montrés enthousiastes par rapport à la suggestion de Rudi Vervoort sur l'enseignement bilingue. L'idée de placer l'école au service des employeurs contrevient à l'idéologie de gauche. Les autres partis ne se sont guère révélés très disert à cet égard. Le président du FDF a, quant à lui, adopté une position « chèvre-choutiste ». « J'attends que le jeune Bruxellois bénéficie au cours de son parcours scolaire d'une immersion linguistique en néerlandais (sic) mais aussi en anglais, allemand, espagnol voire en d'autres langues ». Evidemment, Olivier Maingain ne peut décevoir une partie de l'électorat de Woluwe-Saint-Lambert qui, à chaque occasion, pend son drapeau belge à son balcon ! Qu'en auraient pensé André Lagasse ou Lucien Outers ? La question peut être posée.

L'étude des langues est bien entendu primordiale et on ne me fera pas dire le contraire. Certains jeunes sont, il est vrai, à même de suivre un enseignement en immersion mais certainement pas la

majorité d'entre eux. N'oublions pas non plus ce que disait Hervé Hasquin sur l'échec universitaire lié à une connaissance insuffisante de la langue maternelle.

Rappelons aussi à monsieur Vervoort que l'enseignement bilingue ne constitue ni un projet pédagogique, ni un projet économique. Il s'agit exclusivement d'un projet politique visant à flatter les Flamands en vue de les retarder dans leur volonté de prendre le large. Nous pensons qu'il s'agit là d'un combat d'arrière-garde sans influence aucune sur leurs velléités séparatistes. Le monde politique flamand a d'ailleurs traité avec dédain la proposition du Ministre-Président bruxellois. L'enseignement flamand qui accueille, à Bruxelles, de nombreux enfants issus de l'immigration ne cherche pas à en faire de bons bilingues mais de vrais petits Flamands.

Personne, au grand jamais, ne reprochera à Rudi Vervoort de vouloir vaincre le chômage. Mais si le numéro un du gouvernement bruxellois aime tant s'occuper des compétences des autres niveaux de pouvoir, il serait plus inspiré de prendre langue avec le Premier Ministre fédéral. Le convaincre de revoir les lois linguistiques ou à tout le moins leur interprétation serait plus judicieux. Quand des fonctionnaires et agents du rôle linguistique flamand trustent 25 pour cent des emplois communaux bruxellois, on sait que voilà des postes qui ne seront jamais occupés par des demandeurs d'emploi bruxellois.

À l'administration régionale, le rapport de force suite au nouveau cadre linguistique se révèle encore plus défavorable aux Francophones. Ce n'est plus 25 pour cent des emplois dont on nous prive mais encore un peu plus : 27, 51 pour cent de Flamands pour 72, 49 pour cent de Francophones. Une telle proportion n'est en rien représentative de la population bruxelloise. Rudi Vervoort en est d'ailleurs pleinement conscient. « Je croise maintenant les doigts pour que le conseil d'État ne soit pas saisi » a-t-il dit à la presse. C'est dire à quel point, il se rend compte de l'absurdité de tels chiffres et du manque de crédibilité de ce cadre linguistique.

SUITE PAGE 4

POLITIQUE

Opinions

PAPE À ROME, MAIRE À PARIS ET MINISTRE-PRÉSIDENT À BRUXELLES

Rudi Vervoort se trompe quand il veut un enseignement spécifiquement bruxellois. Le risque est, en effet, grand de décourager des Wallons de venir s'établir à Bruxelles. La peur de voir leurs enfants largués dans certaines matières – pas dans la langue maternelle, précisons-le – les maintiendra hors de Bruxelles et c'est regrettable. L'État belge est arrivé au crépuscule de son existence et il n'est pas utile, pour les Bruxellois, de prendre des distances, en quelque matière que ce soit, par rapport aux Wallons. L'heure du grand partage se rapproche. À ce moment-là, pas question de se retrouver seuls face aux Flamands !

Les Bruxellois attendent de leur nouveau Ministre-Président un projet mobilisateur un peu plus enthousiasmant que l'enseignement bilingue ou un nouveau stade de football sur le sol flamand. Alors si monsieur Vervoort veut mobiliser les énergies et montrer qu'il est autre chose qu'un simple intérimaire chargé de chauffer une place, il doit changer son fusil d'épaule et se montrer plus inventif.

Jean-Luc ROBERT
Ancien échevin de l'instruction publique
de la commune d'Etterbeek

Mais quelle mouche a donc piqué ce Bart Somers, ancien député de la Volksunie, actuellement déguisé en chef de groupe VLD à la Chambre des Représentants ! Ce flamingant notoire aux allures de bulldog nain veut supprimer la parité linguistique au gouvernement fédéral. Une nouvelle revendication nordiste en vue de la prochaine réforme de l'État ?

On pourrait rappeler à ce monsieur que si tel devait être le cas, le gouvernement Di Rupo devrait être majoritairement composé de Francophones car soutenu par non moins de 50 députés francophones (PS-MR-CDH) pour seulement 43 parlementaires néerlandophones (CD&V-VLD-SPA). Si ce monsieur Somers persistait dans sa demande, le réajustement en faveur des Wallons et Bruxellois pourrait se faire avec effet immédiat. Le petit bulldog en perdrait ses dents !

Il serait peut-être aussi utile qu'il se souvienne que la contrepartie de cet équilibre au fédéral réside dans la parité au gouvernement bruxellois qui ne se justifie guère au regard de la répartition de la population à Bruxelles. Sans doute, ce monsieur qui se dit libéral a-t-il intégré la maxime d'un certain... Joseph Staline : « Ce qui est à moi est à moi et ce qui est à toi est négociable ». Décidément on a les maîtres à penser que l'on peut !

Le Wallon vigilant

En ce printemps 2013, froid et pluvieux, on trompe l'ennui devant la télévision en s'intéressant aux événements politiques entourant les élections municipales de Bruxelles et de Paris, curieusement synchronisées l'an prochain. En effet, les régionales de Bruxelles sont en fait des municipales déguisées et les étrangers installés dans notre capitale ne s'y trompent pas quand on leur demande ce qu'ils pensent du titre de notre responsable de région : « Ministre-Président » ... pour une région beaucoup plus petite que celle de Lyon, par exemple, qui se contente d'un « maire ». Ceux qui vivent chez nous depuis longtemps et ont renoncé à comprendre nos institutions, répondent d'un haussement d'épaules et s'éloignent dans un énigmatique mais respectueux « si vous avez les moyens de vous payer tout cela, pourquoi pas... ».

En ce printemps 2013 à Paris, on « élisait » le (la) candidat (e) UMP aux prochaines municipales, lors de primaires ouvertes à tous les Parisiens, membres d'un parti ou non, de droite ou de gauche et à Bruxelles on « désignait », lors de réunions, l' « élu », le « ministre-président », en activité donc jusqu'aux prochaines élections.

En mai 2013, sur les chaînes de France Télévision (nocturne de Ruquier, JT, Télé-matin, etc...), on s'est habitué à voir Mme Nathalie Kosciusko-Morizet (NKM), ancienne ministre française, apparaître pour expliquer le système de primaire ouverte organisé pour la désignation du candidat de l'UMP à la mairie de Paris, pour les prochaines élections. On ne peut que s'intéresser à cette nouvelle initiative qui met en avant l'utilisation d'internet pour la pratique de la démocratie moderne - même si techniquement la réalisation a posé de gros problèmes. En résumé, de droite ou de gauche, membre d'un parti ou non, on peut exprimer son choix pour le candidat de droite qui est le plus à même de défendre ses propres idées, de droite, de gauche, de sensibilité écologique ou autre et ce, dans le but de dépasser les clivages classiques. Même si, comme le soulignaient les chroniqueurs de Ruquier, le succès populaire est mitigé (ce n'est que le début), on ne peut que rester songeur, quand on constate la façon archaïque et non démocratique (ce sont les mots de NKM, pas pour Bruxelles naturellement mais pour la façon dont cela se faisait jadis à Paris) avec laquelle chez nous, notre Ministre-Président, a été « désigné », après le retrait de Charles Picqué, un an avant nos élections, comme cela se fait souvent à Bruxelles, tous partis confondus.

De ce système dépassé, on trouve pourtant une autre comparaison en Europe : le Vatican. Benoît XVI comme Charles Picqué (ou l'inverse), laisse sa place. Et à Rome comme à Bruxelles, les évêques se réunissent dans un conclave, pour désigner la personne à coup sûr la plus compétente pour le poste. C'est curieux, pour des hommes politiques qui se disent « agnostiques », depuis qu'ils ont jugé, peut-être à tort d'ailleurs que le qualificatif « laïque » de jadis, pourtant historiquement inscrit dans les gènes des mouvements de gauche, était moins porteur auprès de certains électors. Ces élus socialistes ont probablement été privés de « Don Camillo et Peppone », dans leur enfance...

Stéphane DESSY

Vous disposez d'un peu de temps libre que vous pourriez consacrer à la Ligue wallonne, notamment à l'occasion de l'organisation de la célébration du Centenaire ?

Contactez Guy Massenaux (02.736.06.11)
ou Marie-Claire Daloze (02.734.77.02)

Merci !

CENTENAIRE DE LA LIGUE WALLONNE DE LA RÉGION DE BRUXELLES

SAMEDI 12 OCTOBRE 2013

« CENT ANS, ÇA SE FÊTE ! »

Vous êtes attendus à 10 heures au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

72 rue Royale à 1000 Bruxelles (en face de la station de métro Parc)

Séance académique : « Souvenirs et perspectives »
Intermèdes poétiques par Léonce Wapelhorst et Alain Miniot



Réception offerte par la Ligue wallonne dans l'Atrium du Parlement



Transport en autocar vers l'hôtel *County House*
Square des héros à Uccle



Déjeuner au restaurant de l'hôtel *County House* : *Le chevalier de Lascombes*

Menu: L'apéritif et ses deux verrines • Les scampis au curry léger et lait de coco
• Le magret de canard aux pommes et calvados Gratin de pommes de terre et brocoli, chicon meunière
• Le gâteau forêt noire • Café

Participation aux frais : 45 € comprenant une demi-bouteille de vin et un quart d'eau minérale
Le déjeuner sera agrémenté de chansons françaises et wallonnes interprétées par
le Triolet de Bruxelles (Léonce Wapelhorst Alain Miniot Roger Hindricq)

Réservez dès à présent et au plus tard avant le 2 octobre 2013

chez M. Guy Massenaux, secrétaire de la Ligue Wallonne de la Région de Bruxelles ou chez la présidente Marie-Claire Daloze
(l'accès au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles ne sera pas autorisé aux personnes qui ne se sont pas annoncées).

Par courriel : guymassenaux@skynet.be ou mcdaloze@skynet.be

Par courrier postal : M. Guy Massenaux rue des Érables 8 1040 Bruxelles

Mme Marie-Claire Daloze avenue du Onze novembre 28/2 1040 Bruxelles

Vous pouvez utiliser le formulaire ci-dessous :

NOM : Prénom :

Titre ou fonction : Téléphone :

Courriel :

Participera à la séance académique au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

au déjeuner à l'hôtel *County House*

et sera accompagné de (nom et prénom)

En cas de participation au déjeuner, merci de virer la somme de 45 € par personne au compte

BE62 1450 5390 3161 (145-0539031-61) de Ligue wallonne 1000 Bruxelles avec la mention « Centenaire ».

CULTURE & LITTÉRATURE

LE CONGRÈS MONDIAL DES PROFESSEURS DE FRANÇAIS AURA LIEU À LIÈGE EN 2016

Lors de son dernier Congrès, qui a eu lieu cet été à Durban, en Afrique du Sud, la Fédération Internationale des Professeurs de Français a pris une décision d'importance : après Tokyo, Paris, Québec, Atlanta, après l'extrême-Sud, c'est à la marche Nord de la francophonie, à Liège, qu'aura lieu l'édition 2016 de cette rencontre mondiale. Quel lieu plus indiqué que la « Cité Ardente » en effet ? N'est-ce pas une des villes les plus latines d'Europe par le caractère de ses habitants et une des plus françaises par le cœur ? N'est-elle pas depuis le Moyen Âge vouée à l'enseignement et à la formation, près de 100 000 jeunes y poursuivant aujourd'hui leurs études ?

C'est donc l'Association Belge des Professeurs de Français qui organisera le Congrès 2016, avec les trois partenaires qui ont préparé avec elle la candidature liégeoise : la Ville de Liège, la Province de Liège et l'Université de Liège. Un quatuor étroitement soudé, qui a d'ores et déjà reçu l'appui enthousiaste de dizaines d'organismes de Belgique, de France et de toute la Francophonie et qui a su susciter la ferveur des participants au congrès de Durban.

Les conférences et les communications du congrès - auquel participeront entre quinze cents et deux mille professeurs de français du monde entier ! - porteront sur la question brûlante de la place du français dans le concert du monde. Une place qui est toujours de premier ordre en dépit de l'uniformisation culturelle et de la globalisation économique. D'où le titre du congrès : « Le français, langue ardente ». L'esprit de cette rencontre repose en effet sur le principe d'une langue française et d'un espace francophone conçus et vécus comme vecteurs d'enthousiasme, d'innovation, de diversité, de pluralité et de dialogue. Ce congrès sera aussi l'occasion d'une grande fête, car il est peu de langues qui, comme le français, suscitent autant de passion et de sentiments de fidélité chez ceux qui l'apprennent, l'enseignent, le pratiquent.

De nombreux thèmes seront abordés au cours des journées liégeoises, qui offriront également des modules de formation adaptés : enseignement du français et mobilité des étudiants et des enseignants, nouvelles approches et technologies de l'enseignement du français, enseignement du français en situation de plurilinguisme, politiques et programmes d'enseignement

du français, français et mondialisation, enseignement du français, et de ses variétés linguistiques et culturelles francophones, littératures francophones. Le français sera aussi abordé dans son dynamisme : on y fera le point sur les réformes possibles de l'orthographe, la féminisation des termes, les terminologies techniques...

En plein redéploiement, Liège est candidate à l'organisation d'une grande exposition internationale en 2017. Nul doute que la venue des professeurs de français du monde entier dans le foyer multiculturel qu'est Liège constituera un heureux prélude à cet événement.

L'ABPF (Association belge des professeurs de français de la Fédération Wallonie-Bruxelles) est animée par une équipe de bénévoles. Elle organise des journées d'étude, d'information et de formation, des stages, des rencontres, tant en Belgique francophone qu'à l'étranger.

Lieu de rencontre pour tous ceux qui enseignent le français, à quelque niveau que ce soit, elle édite « Le français dans le mille » quatre fois par an et publie nouvelles et propositions sur le site www.abpf.be. Les membres de l'ABPF font - de droit - partie de la FIPF (Fédération internationale des professeurs de français) qui organise régulièrement des colloques et congrès aux niveaux européen et mondial. Rejoindre l'ABPF, c'est entrer en solidarité avec tous ceux qui défendent et promeuvent l'enseignement du français et de la culture francophone.

Adresse : Maison de la Francité rue Joseph II 18
1000 Bruxelles
abpfcontact@gmail.com

LE COIN DES AMIS

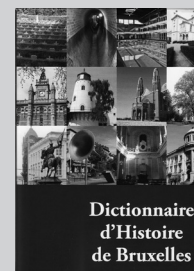
Des amis nous ont quittés...

Madame Francine Demil-Krispeels de Watermael-Boitsfort. Elle était fidèle à nos déjeuners de l'amitié où elle arrivait toujours bonne première ! Chacun appréciait son sourire et sa gentillesse.

Monsieur Daniel Chevalier d'Anderlecht. Déjà attaqué par une maladie contre laquelle il luttait avec un courage exemplaire, il est resté fidèle à nos rencontres.

Nous exprimons à leurs proches l'expression de notre très profonde sympathie.

DICTIONNAIRE D'HISTOIRE DE BRUXELLES



En se promenant dans les rues de Bruxelles, le passant s'interroge : qui est le personnage auquel cette rue est dédiée ? Quelle est l'œuvre présentée dans cette station de métro ? D'où vient la célébrité de ce restaurant ?

Ces questions et des milliers d'autres, les Wallons et les Bruxellois sont nombreux à se les poser quotidiennement sans savoir où trouver une réponse rapide, claire, sûre et succincte.

Le **Dictionnaire d'Histoire de Bruxelles** offre depuis peu une rapide présentation des institutions, organisations, personnages, œuvres d'art, événements... liés à l'histoire de Bruxelles.

Dictionnaire d'Histoire de Bruxelles

Editions Prosopon, Collection Dictionnaires, Bruxelles, 2013. Publication sous la direction du Professeur Serge Jaumain (ULB)

On le trouve dans toutes les bonnes librairies au prix de 40€.

CULTURE & LITTÉRATURE

LA GUERRE DES LANGUES

Chaque langue possède ses propres caractéristiques pour penser le monde. Support essentiel des représentations, elle peut devenir sujette à des luttes d'influence. Des tentatives d'acculturation par les empires à la créativité scientifique, les enjeux sont énormes.

Dans la nuit des temps, l'âme des peuples façonna les langues, et celles-ci leur permirent d'affiner leur pensée. Une langue se marie intimement à l'essence d'une personne : elle l'identifie et lui permet de s'exprimer dans toutes ses nuances possibles. Ainsi, la langue est loin d'être un simple moyen de communication destiné à échanger des informations. C'est pourquoi chacune possède ses spécificités propres. Le lexique ne propose pas la même conception selon la langue. « *On fait normalement de très beaux dictionnaires dans lesquels on montre qu'esprit ne veut pas dire Geist et que Geist ne veut pas dire Mind, et qu'il y a là une richesse qui appartient aux langues de manière immémoriale* », relève le philologue Heinz Wismann (*Penser entre les langues*, Albin Michel).

Sous l'influence ou la domination d'autres cultures, le vocabulaire et la conception associée peuvent créer d'énormes distorsions. Par exemple, le sens de la « communauté internationale » américaine, qui ne prend en compte que les pays qui acceptent certaines des règles des États-Unis, est fort éloigné du français « nations unies », beaucoup plus universel ; et le « marketing », verbe conjugué qui a remplacé la très neutre « mercatique » décrivant l'échange, normalise de fait l'acte consistant à influencer un individu en vue de lui faire acheter un produit. Derrière le vocabulaire se cache ainsi une conception et un imaginaire déposés par strates successives au long du temps. Le lexique rend compte d'une manière de dire et de voir le monde. Quant à la structure grammaticale, elle semble jouer un rôle encore plus important. Ainsi, la syntaxe allemande, qui place le verbe à la fin des phrases, fait-elle la part belle à l'action. En anglais, le langage est centré sur la relation de faits bruts et non sur le résultat. Son parler fonctionne d'abord sur le plan du réel. Le français, lui, s'appuie sur l'entendement. Notre langue éclaire avant tout l'idée qui est exprimée ; le mariage des sujets, des verbes et des compléments permet de développer des nuances à un degré unique au monde.

Et que dire de l'extrême spécificité des langages d'Asie, l'hindi, le russe ? Ainsi, chaque langue est « un petit univers de sens et d'originalité conceptuelle », affirme le linguiste Claude Hagège, qui souligne le rôle étroit entre univers culturel propre et capacité de création. La seule manière de dépasser cette radicalité des langues n'est pas de les détruire ni d'imposer une langue unique, mais de les maîtriser tout à fait, nous dit Heinz Wismann. D'où l'importance de la traduction, qui permet de rendre compte, dans la limite du possible, de la pensée d'un auteur dans ses conceptions les plus nuancées.

« Esclave parlera langue du maître »

L'être et le parler se rejoignant, la langue est le toit de la maison de l'identité. C'est pourquoi elle est naturellement l'enjeu des luttes de pouvoir et d'influence. En s'imposant physiquement, les empires introduisent leurs propres cultures dans les pays qu'ils dominent. Le russe n'était-il pas obligatoire dans les écoles des nations de l'ex-URSS ? L'expansion de l'islam n'est-elle pas inséparable de l'arabe ? L'américanisation de l'Europe de l'ouest n'est-elle pas consécutive à l'implantation des États-Unis sur le continent après 1945 ? En France, la situation a considérablement évolué en l'espace de trente ans : tandis que la maîtrise intime de la langue y régresse fortement, un idiome dominant - l'américain - s'impose petit à petit. *Pourquoi veulent-ils tuer le français ?* (Albin Michel) interrogeait, il y a quelques années, le professeur d'université Bernard Lecherbonnier. L'homme démontrait qu'une politique défavorable à la langue maternelle avait été lancée. En premier lieu, par les pédagogues de mai 68, pour qui la langue était un avatar de la classe dominante qu'il fallait éradiquer. « *Du cours préparatoire avec la méthode globale au lycée dépourvu d'enseignement littéraire, la même volonté est à l'œuvre : retirer à l'élève l'outil indispensable à l'édification de sa propre réflexion, de sa différence.* » Un tel enseignement limite la pensée et le potentiel de réflexion, affirment les linguistes. Partant, elle étouffe l'identité. Et cela intervient au moment où la puissance dominante - les États-Unis - exerce tout son attrait de séduction.

Une puissante politique culturelle

Dès les années cinquante, Washington avait gagé ses aides du plan Marshall contre des obligations « culturelles », comme un

quota extrêmement élevé (près de 50 % en France) de films hollywoodiens à diffuser en langue originale dans les cinémas. Le plan faisait partie d'un vaste programme d'influence toujours en vigueur et baptisé « *soft power* » dans les mémorandums de l'exécutif. Dans son livre *La conquête des esprits* (Maspero, 1982), Yves Eudes a détaillé le dispositif mis au service de l'action culturelle américaine, mêlant agences de communication du Département d'état et organismes dits « non gouvernementaux ». « Ceux pour qui l'action culturelle américaine ne résulterait d'aucune politique volontariste et serait comme tombée du ciel avec le Père Noël devraient le relire dix fois », écrit l'homme politique Paul-Marie Coûteaux (*Être et parler français*, Perrin).

La pression est d'autant plus forte aujourd'hui qu'avec l'appui des États-Unis, les fédéralistes européens rêvent de créer un État continental autour du seul anglais. Le résultat de cette politique, « dont les enfants sont l'effrayant enjeu », est flagrant. Tandis qu'un président américano-compatible, élu en 2007, avait donné ordre à son ministre de l'éducation de « *faire de la France une nation bilingue* », TF1 diffuse un dessin animé destiné à intégrer l'anglais dans les représentations mentales des petits de 5 à 6 ans (Dora l'exploratrice), et des écoles de commerce ou d'architecture multiplient les enseignements dans la langue de l'empire. Cela va jusqu'aux enseignes de magasins, ou aux chansons de jeunes artistes français trop honteux de parler une langue maternelle inconsciemment perçue comme celle du dominé.

Un tel déferlement produit une américanisation des représentations mentales, sans pour autant enrichir la culture du peuple visé, désormais incapable de faire valoir toute l'originalité de ses conceptions propres. L'individu qui perd ses mots perd en effet leurs sens. Car « *il naît de sa mère et de son père, le petit homme, mais il naît aussi, et n'est tout à fait que par sa langue* » (P.-M. Coûteaux). Certains pays l'ont compris, comme la Chine ou la Russie, qui développent autant leurs cinémas que leurs logiciels de traduction. Les élites européennes au pouvoir resteront-elles ancrées dans des conceptions issues du milieu du siècle passé ?

Ludovic GREILING

Publié le lundi 7 janvier 2013 sur le site Politique magazine

COMMUNIQUÉS

L'École d'Autrefois ... autrement

Exposition interactive «L'École des Saveurs» animation et jeu de rôle dans «L'École d'Autrefois» du 7 juillet au 29 septembre à l'Espace Arthur Masson à Treignes

Le participant passe un moment agréable sur les bancs de l'école au début du 20^e siècle. Dans la classe mise à sa disposition, il joue le rôle de l'instituteur (trice) sévère, du bon ou du mauvais élève. Il recherche des objets éducatifs et insolites par le jeu grâce à des cartes avec énigmes...

Le visiteur découvre la nouvelle exposition interactive «L'École des Saveurs» avec les anciens manuels scolaires liés aux leçons d'antan : agriculture, leçons de choses, économie domestique, hygiène, arithmétique... Il suit une animation sur les saveurs dans la classe 1932 en compagnie de l'instituteur (trice) avec en apothéose, la découverte de son potager où règnent les senteurs des plantes aromatiques et les légumes de nos ancêtres...

Il profite de sa visite pour déguster dans la cafétéria «Chez Toine» de délicieux plats du terroir et pour emporter de savoureux produits.

Infos pratiques :

Horaire : 10 h 30 à 18 h tous les jours. Les groupes sur réservation ont priorité sur les individuels.

Tarif pour l'ensemble des activités

«L'École d'Autrefois» :

adulte : 5, 20 € - sénior et étudiant : 4, 20 €
-enfant (6-18 ans) : 3, 70 € - Gratuit moins de 6 ans. Réduction pour les familles.

Combiné avec le parcours-spectacle "Trignolles" : 1 € de plus par personne.

Espace Arthur Masson
36, rue Eugène Defraire 5670 Treignes
Tél. +32 (0) 60.39.15.00.
Fax : +32 (0) 60.39.16.00
info@espacemasson.be
www.espacemasson.be

Prix exceptionnel 2013 de La Carpette Anglaise

La Carpette anglaise, prix d'indignité civique, est attribué à un membre des «élites françaises» qui s'est particulièrement distingué par son acharnement à promouvoir la domination de l'anglo-américain en France au détriment de la langue française.

L'Académie de la Carpette anglaise, présidée par Philippe de Saint-Robert, a décidé d'attribuer un prix exceptionnel à Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, pour avoir, dans la lignée de Mme Valérie Pécresse, «carpettée» en 2008 et malgré de nombreuses mises en garde*, légalisé en maintenant l'article 2 de son projet de loi, l'enseignement en anglais dans les universités dans le silence de Mmes Aurélie Filippetti, Yamina Benguigui, et de M. Laurent Fabius, tous ministres tenus de défendre et de promouvoir, dans leurs fonctions, la langue française.

* De MM. Claude Hagège et Antoine Compagnon, professeurs au Collège de France, à M. Jacques Attali (conseiller d'État, professeur d'économie, conseiller spécial de François Mitterrand), de nombreux professeurs d'université et personnalités politiques, en passant par l'Académie française, l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres, l'Académie des Sciences d'Outre-Mer...

WALLONS-NOUS?

La langue wallonne est très riche et haute en couleurs. Certaines de ses expressions, très croustillantes, parlent d'elles-mêmes. À vous d'en juger par ces quelques exemples.

«*èyu ç' qu'èl brasseû passe, èl boulèdjî n'passe nèn*» (wallon de Charleroi).

Où le brasseur passe, le boulanger ne passe pas. Ou alors, l'alcool coupe l'appétit et coute cher.

«*aller tchîr è l'èglize èt dire qui c'est lès saints*» (wallon de Liège).

Aller ch... dans l'église et dire que ce sont les saints. En d'autres mots, être hypocrite, trompeur.

«*èlle a mî vindou s'laton qui s'fleûr*» (wallon de Liège).

Elle a mieux vendu son son que sa fleur. Autrement dit, son second mariage a été plus réussi que le premier.

«*c'est dè-l' tchar di mouton, ç' n'èst nin po vosse grognon*» (wallon de Liège).

C'est de la viande de mouton, ce n'est pas pour votre groin. Dit plus clairement : cette fille-là n'est pas pour vous.

J.-L. R.

ATTENTION!

Associations, membres, sympathisants, merci d'envoyer le courrier postal (lettres, revues) chez **Monsieur Guy Massenaux** rue des Érables 8 1040 Etterbeek ou chez **Madame Marie-Claire Daloze** avenue du Onze novembre 28/2 1040 Etterbeek

Ne pas envoyer de courrier au
18 rue Joseph II merci!

"4 Millions 7" applique les rectifications orthographiques proposées par le Conseil supérieur de la langue française et approuvées par l'Académie française

LA LIGUE WALLONNE DE LA RÉGION DE BRUXELLES ASBL
NOTRE JOURNAL "4 Millions 7"
Adhésion : 12 € par an, 20 € pour l'étranger (10 numéros) à verser au compte IBAN BE62145053903161 BIC GEBABEBB de Ligue Wallonne 1000 Bruxelles

Éditrice responsable : Marie-Claire Daloze-Williquet, présidente
Avenue du Onze Novembre, 28, - Bte 2 - 1040 Bruxelles
mcdaloz@skynet.be
ISSN 2033-740X
Toute contribution au fonds de combat est bienvenue
Les articles signés n'engagent que leur auteur